

le libertaire sur le web !

<http://www.lelibertaire.org>

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

édition électronique
N°40 février-mars 2010

éditée par les groupes J-Durand, E-Reclus et F-Ferrer (coordination anarchiste Le Havre)
Courriel lelibertaire@wanadoo.fr

Appel urgent à la solidarité internationale! Depuis le 11/12/2009, le syndicat FAU Berlin est interdit de fait.

L'arrêt a été prononcé sans audience contradictoire. Le fait même que l'entreprise " Neue Babylon GmbH " ait entamé une action judiciaire n'avait pas été communiqué à la FAU Berlin, impliquée depuis plusieurs mois dans un conflit social avec cette entreprise. L'arrêt va bien au-delà de la privation pour la FAU Berlin de ses droits syndicaux au niveau de l'entreprise puisqu'elle n'a même plus le droit de se désigner comme " syndicat ".

L'interdiction prend effet immédiatement.

Le prélude

Depuis juillet 2009, la FAU Berlin et sa section syndicale revendiquent une convention collective et sont impliqués dans un conflit social avec ce cinéma, le seul partiellement communal de Berlin, recevant des subventions publiques et dans lequel on n'offre pas des salaires décents et ignore les droits de salariés. Dans ce cinéma une partie considérable du personnel est syndiquée à la FAU Berlin. Ce conflit social, qui est le premier conflit social majeur pour la FAU Berlin, encore bien petite, a rencontré un fort écho, non seulement à Berlin, mais dans toute la république. Les anarcho-syndicalistes lancés dans un conflit social, s'appuyant sur un boycottage très médiatisé et efficace pour gagner sur des revendications amples et innovantes, avec une participation, inhabituelle pour le syndicalisme allemand, des salariés eux-mêmes : tout cela a impressionné largement le public. Quand la pression a atteint un niveau tel que la direction ne pouvait plus éviter les négociations, ce ne sont pas seulement la municipalité, mais aussi le syndicat DGB ver.di qui sont intervenus.

Bien que ce syndicat ne dispose pas d'une base syndicale dans l'entreprise, ver.di a enta-

mé des négociations avec la direction sans y être mandaté. Malgré son indignation, le personnel concerné n'a pas été impliqué.

Il est clair qu'un marché entre le syndicat ver.di, la municipalité et la direction est à l'origine de ces négociations afin de débarquer la FAU-Berlin et de rétablir le calme dans la boîte. Mais les salariés et la FAU ne s'étant pas résignés, il s'est suivi plusieurs " coups de matraque " judiciaires et une campagne de ver.di contre la FAU. Ainsi, les modes d'actions de ce conflit social, comme le boycottage, ont été proscrits par un tribunal. Ce même tribunal mettait en doute la " représentativité " du syndicat qui est en Allemagne une condition préalable pour enclencher des conflits sociaux. Dans le même temps, il y a eu d'autres procédures en diffamations initiées par la direction du cinéma. Mais la FAU Berlin ne reculant toujours pas, cela a mené à l'arrêt récent qui interdit quasiment la FAU en tant que syndicat.

La situation en Allemagne

Dès le début, la FAU Berlin a estimé qu'il s'agissait dans ce conflit social, si petit soit-il, non pas seulement de l'amélioration de conditions de travail, mais aussi des libertés syndicales en Allemagne. La tradition d'un syndicalisme de combat en Allemagne a pris fin en 1933.

Outre-Rhin, le DGB, soi-disant " confédération unitaire ", dispose presque d'un monopole dans la représentation des salariés (corporatisme) qui est bien sanctuarisé par la jurisprudence et qui empêche les syndicats alternatifs de s'établir. À cause de ce système syndical spécifique, l'autogestion et la décentralisation dans les syndicats ne sont ni reconnues ni souhaitées au niveau juridique.

Ce conflit social modeste animé par la FAU Berlin a montré pour la première fois en

RFA qu'il existe : une alternative syndicale. Visiblement ceci ne pouvait pas être toléré par les syndicats établis et les partis politiques qui craignaient évidemment les conséquences de cet exemple.

C'est dans ce contexte que le travail syndical de la FAU a été rendu illégal. Les implications de cet arrêt sont graves. Si la décision du tribunal est maintenue, cela rendrait impossible de fonder et de construire des syndicats reconnus juridiquement, le statut de syndicat dépendant a priori de la reconnaissance par la justice. Or les salariés entamant des conflits sociaux sans le statut de syndicat risquent des peines massives. Deux fois déjà, la FAU a été menacée d'une amende de 250.000 euros, ou le cas échéant d'emprisonnement du secrétaire, si elle poursuivait ses actions syndicales.

Cet arrêt rend impossible le travail syndical légal de la FAU Berlin dans tous les domaines. Ainsi, les anarcho-syndicalistes allemands sont menacés de nouveau, après la première guerre mondiale et le troisième Reich, d'une prohibition.

Cet arrêt est d'autant plus scandaleux qu'il est le résultat d'une procédure d'urgence sans quelconques auditions ou autre possibilité de défense de la part de la FAU. Ceci alors qu'il n'existe en Allemagne aucune définition juridique claire d'un syndicat et que le pouvoir est apparemment capable de se mêler arbitrairement de la jurisprudence concernant les syndicats. Bien que l'Allemagne ait ratifié certaines conventions de l'OIT, elles n'y ont aucune valeur pratique comme ce sont essentiellement les syndicats unitaires, et désormais même le patronat,

qui dictent ce qu'est un syndicat. Même sous l'Empire au XIXe siècle et dans les années vingt, les syndicalistes disposaient de davantage de droits. Avec cet arrêt, la situation en Allemagne devient ressemblante à la situation misérable des (à suivre page 2)

(suite de la première page) syndicats en Turquie, traditionnellement hostile au syndicalisme. Bien sûr il existe la possibilité d'une révision de cet arrêt. Mais la FAU Berlin ne veut pas se faire d'illusions sur cette question. Entre-temps, tout semble possible alors que l'ingérence politique dans cette affaire et la volonté d'étouffer dans l'œuf une alternative syndicale sont évidentes.

La portée

La portée de l'arrêt est déjà considérable, mais son caractère durable serait une catastrophe. Depuis le 11/12, la FAU Berlin peut être considérée comme un syndicat interdit. De fait, cet arrêt est également susceptible de toucher tous les syndicats FAU en Allemagne. En tant que précédent il va nuire à tout le mouvement syndical et aux droits des salariés. Dans la foulée de cette jurisprudence, une quelconque alternative syndicale en Allemagne ne peut pas se construire. Ce cas de figure est une nouveauté dans la lutte anti-syndicale menée par les entreprises en Allemagne. Suite à cette décision judiciaire, le patron lui-même peut non seulement choisir le syndicat dans son entreprise, mais aussi définir ce qu'est même un syndicat ! L'autogestion des organisations de travailleurs, dans le cinéma Babylon à Berlin ou ailleurs, est rendu illégal et l'institutionnalisation de la mise sous tutelle de la

classe ouvrière progresse. Le syndicat ver.di porte une lourde responsabilité dans cet arrêt, avec son intervention hostile, contraire à toute solidarité syndicale. Hostilité volontaire, ver.di ayant déjà déclaré par écrit qu'il considère la FAU Berlin comme une organisation concurrente contre laquelle on doit agir !

Solidarité !

C'est maintenant que la lutte pour les libertés syndicales en Allemagne commence. Des actions de solidarité multiples s'imposent aujourd'hui.

Protectez contre la situation en Allemagne, manifestez devant les ambassades et consulats allemands, revendiquez la révision de cet arrêt et réclamez toutes les libertés syndicales pour la FAU !

Vous pouvez, par exemple., nous soutenir concrètement par :

-des actions de protestation devant des ambassades et consulats allemands ou d'autres institutions qui représentent l'État allemand.

-des courriels de protestation adressés à la fois à l'ambassade allemande dans votre pays et à la direction du cinéma Babylon.

-des télécopies de protestation adressées au tribunal de grande instance de Berlin.

Pour prendre contact avec la FAU Berlin : Lars Röhm | faub5@fau.org | +49

1577-8491072

Related Link: <http://www.fau.org>

manifestation à Berlin



et à Vigo Espagne

Pour la
deuxième
fois depuis
le nazisme
en 1933
la F.A.U
interdite!



Contacts

Les groupes libertaire Jules-Durand, Elisée Reclus tiennent leurs permanences 30 rue Perquenville (à Saint François) le troisième mardis du mois, de 18 à 19 heures.

Il existe des groupes et liaisons dans les localités suivantes : Digne (04), Gingamp (22), St-Nazaire (44), Pau (64), Tarbes (65), Strasbourg (67), Le Havre (76), Bondy (93) Corbeil (94), Cergy-Pontoise (95)

Groupe Le Cynorhodron libertaire (04) c/o P. F. boîte postale 54, 04002 Digne cedex.

Tarbes (65), table de presse, le dimanche matin, sur le marché.

Groupe Libertad (67) écrire (sans autre précision) à Chiquenaudes et croquignoles 9, rue des Cigognes 67800 Bischeim cedex.

Avignon (84) librairie Infokiosk place Damette.

Val d'Oise (95) collectif libertaire publie l'Insurgé boîte postale 70118 Sant-Ouen l'Aumône cedex

La dérive sécuritaire...

II - Le plan conspirationniste

Le dit PLAN se structure en trois orientations majeures :

- 1) L'Economique
- 2) Le Politique, et :
- 3) Le Social

Si tout s'était bien passé, le " Nouvel Ordre Mondial " aurait dû être mis en place lors de la dernière décennie du XXème siècle. C'est sans doute pour cela que le président Georges BUSH père en a tellement fait la promotion au début des années 90 et que son Debilyou de fils a continué à nous jouer la même chanson en passant du XXème au XXIème siècle. OBAMA a-t-il vraiment changé de " partition " ? Il est peut-être un peu trop tôt pour le dire.

Le Document des 6.6.6. porte pour titre une vieille citation latine que tout le monde connaît puisqu'il s'agit de Panem et circenses tirée de Juvénal, lequel nous révélait d'une façon méprisante dans une de ses Satires que le peuple n'avait jamais besoin que de pain et de jeux (du cirque !), rien de plus. Peut-être était-ce à cette formule de Juvénal que Louis-Ferdinand CELINE pensait lorsque, dans les années 50, il avait, désabusé, laissé tomber cette déclaration : " Le cirque fera fermer tous les théâtres ! "

Mais cela ne doit pas nous cacher le but réel de ce Plan ou Projet mondialiste, à savoir : "Le génocide du Vital au profit du Rentable occulte ". C'est vraiment le triomphe en post-moderne de cet " esprit Louis XV " que l'on exprime le plus souvent en formulant cette expression totalement cynique : " Après moi le déluge ! " Evidemment, lorsque l'on nous parle à travers nos médias des O.G.M. " providentiels " on tient un tout autre discours. Il s'agit bien sûr de brouiller les pistes et de créer la confusion dans l'esprit du plus grand nombre. (Nous avons un très bel exemple de culture raisonnée et savante de la confusion mentale,

ici et maintenant, lorsque l'on entend la cacophonie des experts et autres " responsables " politiques à propos de la prétendue grippe H1N1 et des effets secondaires et/ou pervers qu'un vaccin pour le moins " bricolé à la va-vite " pourrait engendrer).

Sociologue de mon état, cela fait à peu près quarante ans que j'observe et réfléchis sur le développement apparemment inéluctable d'un phénomène de société dans nos sociétés occidentales que nous appelons dans notre jargon l'anomie.

Et là, il faut d'abord commencer par se méfier des dictionnaires. En effet, dans le Grand Larousse Encyclopédique lui-même, et dans la Collection Prestige, s'il vous plaît, on lit à Anomie : du grec anomia = désordre. Philos. Absence de loi ou d'organisation. En vérité, c'est un peu trop vite dit. On parle plus précisément d'anomie, selon Jean DUVIGNAUD qui fut mon directeur de thèse et m'a très finement sensibilisé sur ce concept, et ce phénomène cela va sans dire, lorsque " dans une société donnée, les lois et principes que cette société affiche ont perdu tout pouvoir de prégnance sur les individus qui la constituent ". Il y a un abîme profond comme le grand Canyon du Colorado entre les discours, la rhétorique, et les actes, ce qui est, pratiquement, concrètement réalisé. Cette anomie recouvre bien évidemment les trois orientations que je viens d'énoncer plus haut.

I - 1. L'Economique

Selon le Plan des 6.6.6. en 1967, " pendant la période des années 70 " des Agents de ces mêmes 6.6.6. devaient s'infiltrer " partout dans les différentes sphères de la Société (mondiale, planétaire, cela va sans dire !) afin de faire accepter de nouvelles normes dans l'Education, le Droit Légal généralisé, le Social postmoderne et le Tout-Pouvoir politique, et ce, avec le souci de créer un climat

économique de confiance dans les pays développés.

Mais cela ne devait pas durer. Cela ne pouvait et ne devait être un état de fait durable. C'est pour cela, bien évidemment, qu'il allait falloir prendre l'habitude de parler, en ces temps où tout allait devenir éphémère et incertain, de développement durable à qui mieux mieux. On est chez ORWELL ou on n'y est pas ; et qui pourrait encore douter aujourd'hui que, depuis 1984, BIG BROTHER is watching you (en français dans le texte et de plus en plus !) ? Il a donc fallu pour les 6.6.6. créer une sorte de désarroi et d'étourdissement généralisés dans les masses. Que chacun et chacune ne puisse plus trouver une once de logique dans les décisions prises au plus haut niveau, et ce, à tous les niveaux organisationnels apparents que tentent de constituer encore, tant bien que mal, les hommes (et femmes) politiques dont beaucoup se présentent à nos suffrages avec des rhétoriques frelatées et complètement illusives, voire contradictoires. Voilà où l'on devait en arriver. Et si l'on prend la peine de regarder en " pour de vrai " de quoi aujourd'hui est fait, on ne peut que constater que l'on y est. En pleine panade, ou, pour faire un peu plus savant, mais en devenant un tant soit peu jargonneur : en pleine anomie.

J'ai dénoncé plus d'une fois dans des articles parus dans des journaux de peu d'audience sans doute, plutôt confidentiels, mais qui nous sont chers, que notre régime dit de démocratie devrait être qualifié de " démocratie de l'ignorance " et que ce n'était pas demain la veille que chacun et chacune pourrait assumer et exercer sa fonction et son devoir politique de citoyen ou de citoyenne dans un régime de démocratie de la connaissance.

**Le père Chat
(à suivre)**

Du Venezuela : Vetelca :

Histoire de la première " maquiladora " bolivarienne

* Publié dans " El Libertario " n ° 57 (sur le site www.nodo50.org/elli-libertario) par Rafael Uzcatogui, cet article examine en détail ce qui s'est passé chez Vetelca, une société d'assemblage de téléphones cellulaires, afin de démasquer le mythe de la prétendue construction d'un modèle industriel " socialiste " au Venezuela.

Le 10 mai 2009, le président Hugo Chávez, dans la région d'El Tigre de l'Etat du Barinas, a présenté à la télévision le nouveau portable fabriqué au Venezuela sous la tutelle du gouvernement bolivarien, appareil que celui-ci avait lui-même baptisé, quelques semaines avant,

" el Vergatario

" (1) Toujours friand de propagande, le président de la République a profité d'une fête traditionnelle au Venezuela le " Dia de la Madre " (la Fête des mères, jour férié), pour vanter les mérites d'un produit qui symbolise, selon lui, la progression de son projet politique à pas de géant. Le 10 mai 2009, M. Chavez a déclaré : " Cet appareil sera le portable non seulement le plus vendu au Venezuela, mais dans le monde entier. " Il a annoncé l'exportation rapide de ce cellulaire, dès que le marché domestique aura été approvisionné, vers les pays andins, le Mercosur (dont font partie, entre autres, le Brésil et l'Argentine) et les

Caraïbes. Face à ces objectifs ambitieux, toute personne qui connaît un peu les mécanismes du capitalisme contemporain, ne peut que se demander par quel miracle le " Vergatorio " pourra-t-il devenir l'appareil le plus vendu au monde dans une branche aussi concurrentielle que celle des produits de télécommunications. " Grâce à un modèle de fabrication fondé sur les maquilas ", ne manqueront pas de répondre les anarchistes, individus remplis de préjugés, comme l'on sait.

Notons cependant que toutes les analyses de la production à l'ère de la mondialisation montrent que, si l'on veut atteindre le Top 10 des meilleures ventes d'un produit, il n'y a qu'une solution : diminuer, autant que possible, le coût du travail. Et comme le savent parfaitement des multinationales comme Gap, Nike ou Adidas, le pays expert en matière d' " économies " en matière de salaires et de droits du travail, c'est évidemment la Chine.

La Chine est précisément l'associée de l'État bolivarien dans l'entreprise commune qu'ils ont fondée : Venezolana de Telecomunicaciones C.A. (Vetelca), installée dans la zone franche de Paraganá, dans l'État de Falcón, depuis janvier 2009. Selon l'information officielle, au début du projet, " dans ses installations travaillent 140 salariés, dont 80% sont des femmes qui habitent la région et qui ont été sélectionnées par différents conseils communaux (2) de la région pour travailler dans cette usine ". La premier défi consistait à livrer 10 000 portables à la société Movilnet, pour qu'ils soient offerts le jour de la Fête des mères, comme l'avait promis le président Chavez. Néanmoins, peu de temps après l'ouverture de l'entreprise, les travailleurs de l'usine ont dénoncé, dans les médias du gouvernement bolivarien eux-mêmes, le fait que certains préjugés semblent être bien enracinés.

La version des travailleurs

Levy Revilla Toyo, l'un des 56 salariés licenciés de cette entreprise mixte, a présenté un compte rendu détaillé sur les débuts de Vetelca. Selon ce rapport, le recrutement a commencé en octobre 2008 et a été mené par le ministère de l'Industrie légère et du Commerce. À cette offre répondirent 250 personnes " venant des missions (3), des universités et des conseils communaux dans diverses parties de l'État de Falcon ", et 60 d'entre elles ont persévéré après une première sélection. Un second processus de formation a culminé avec la sélection de 100 personnes en mars 2009 et la désignation par les autorités du conseil d'administration de l'entreprise, présidé par Carlos Audrines.

C'est le 1er Mai, jour de la Fête du travail, qu'a commencé le processus d'assemblage du " Vergatorio " : " il a fallu travailler jusqu'à tard dans la nuit, la logistique habituelle n'était pas en place, et plusieurs camarades se sont évanouies de fatigue à cause du manque de nourriture et des difficultés de transports ". Toutefois, les travailleurs ont été récompensés par une prime de productivité et la satisfaction d'avoir honoré la parole du Président et assemblé en dix jours les portables prévus. Par la suite, la direction a improvisé l'embauche de nouveaux travailleurs ce qui a créé des problèmes " à cause du manque d'espace dans l'usine et dans la cantine, et ainsi violé la loi et la participation directe des conseils communaux et des missions ".

Comme le prévoit la Loi organique sur la prévention des accidents, les conditions de travail et l'environnement du travail (LOPCYMAT) promue par le gouvernement bolivarien lui-même, les délégués hygiène et sécurité ont été élus malgré l'opposition et les diverses contraintes imposées par le conseil d'administration de l'entreprise. Le 7 juillet 2009 Vetelca a licencié 8 personnes, dont trois délégués hygiène sécurité élus par l'assemblée des travailleurs. Les licenciés ont fait appel aux autorités compétentes, qui se sont rendues chez Vetelca pour vérifier les allégations des licenciés et s'informer. La direction leur a notamment répondu que " les travailleurs étaient des étudiants, que leur salaire n'était pas un salaire, mais une aide économique pour assurer des tâches de manutention, et qu'ils ne faisaient donc pas partie de la structure organisationnelle de l'entreprise ". Par la suite, le conseil d'administration a demandé à la Garde nationale de protéger l'usine, et les

cadres ont accusé les licenciés d'être des " contre-révolutionnaires ", procédé qui n'est pas vraiment pour nous une surprise. Plus tard, la direction a licencié 56 travailleurs, en les obligeant à signer une lettre de démission pour qu'ils puissent recevoir leur chèque final. En quelques jours, le nombre total des licenciés a grimpé jusqu'à 86.

La version des bureaucrates

Le 29 juillet 2009, le ministre de la Science et de la technologie Jesse Chacón, s'est rendu chez Vetelca pour tenter de dissiper le climat d'incertitude qui s'était installé chez les travailleurs. Le communiqué de presse officiel indique : " Le ministre a visité l'usine et rencontré les travailleurs afin de leur annoncer que, dans 15 jours maximum, ils pourraient signer leur contrat de travail ", en ajoutant un commentaire qui est, pour nous, une véritable perle : " Jusqu'à maintenant, les employés se rendent à leur travail comme des opérateurs bénévoles, et ils reçoivent une prime mensuelle de productivité de 1300 bolivars. " Selon le fonctionnaire chaviste : " Il s'agit d'un modèle de production socialiste avec des travailleurs "intégraux", qui chaque jour changent de poste et pratiquent la rotation du travail, afin de pouvoir mieux connaître chaque étape de l'assemblage et le fonctionnement de toute l'usine. Ils participent également à la planification de la production, ce qui se distingue nettement du modèle capitaliste. "

Mais continuons donc à parcourir les articles parus dans les médias de l'État bolivarien. Carlos Audrines, PDG de Vetelca, a déclaré à propos des licenciés : " Un certain nombre de personnes ont été soustraites au processus de formation, parce qu'elles ne respectaient pas certaines normes. " Quant à l'agence de presse officielle ABN elle a déclaré : " A cet égard, on ne peut pas parler de licenciements quand les personnes

concernées ne figurent pas sur le registre du personnel ; en effet, les ressources humaines de Vetelca sont actuellement en période de formation et, dans le cadre de ce processus, la société procède à des évaluations constantes et opère des choix fondés sur le comportement et les actions de ces personnes. " Dans une autre déclaration au quotidien " Ultimas Noticias ", Audrines s'est surpassé : " Ces cinquante-six personnes avaient l'intention de créer un syndicat pour contester ou pour se garantir un travail en ayant une attitude agressive et en incitant les autres ".

Le journal " Ultimas noticias " ajoute que " Audrines a expliqué que Vetelca n'était pas enregistrée comme une entreprise, et qu'il n'y avait donc pas de contrat ; "dans environ deux semaines, on nous donnera un budget qui constituera notre capital initial", a-t-il expliqué. Une fois terminée la phase de test initiale, la société constituera un département de la sécurité, "car dans une entreprise socialiste il n'y a pas de place pour le mot syndicat ; en effet, cela briserait le modèle selon lequel nous sommes tous égaux et parce que dans un système socialiste il ne doit pas y avoir de syndicat", a déclaré Audrines. À propos des allégations selon lesquelles le personnel devait effectuer des tâches de maintenance, le PDG de l'entreprise a déclaré que, "étant donné le manque de ressources, les participants ont volontairement effectué des tâches de nettoyage. Cependant, cette situation a changé après le lancement du Vergatorio, parce que nous nous sommes mis d'accord avec les mères du quartier pour qu'elles mènent ces activités ". "

Le 25 août, Vetelca a publié, dans un communiqué de presse, la liste des noms et les numéros des cartes d'identité des 190 travailleurs qui ont bénéficié de la " première nomination " des travailleurs de l'entreprise.

Les conclusions des anarchistes

Procédons par ordre.

Ce que le ministre Chacón appelle un " modèle de production socialiste intégrale " est un euphémisme pour ce que l'on appelle dans le monde entier la " polyvalence du travail " qui est l'une des caractéris-

tiques de la flexibilisation de l'emploi dans le capitalisme informationnel. La " polyvalence " (4) prévoit que les travailleurs doivent avoir la capacité de fonctionner dans différentes tâches, de changer de poste selon les exigences du processus de production, exigences qui contrastent avec la spécialisation des tâches qui caractérise le processus fordiste de production lui-même . En outre, il est faux d'affirmer que les travailleurs connaissent " le fonctionnement de toute l'usine " et qu'ils " participent à la planification de la production ".

D'une part, les travailleurs et travailleuses de Vetelca ne font qu'assembler un produit final dont les éléments sont conçus et fabriqués en Chine. Ils ne sont donc impliqués que d'une façon très limitée dans l'assemblage et l'emballage des " Vergatario ". Vetelca, en dépit des descriptions épiques qu'en font les hauts fonctionnaires boliviens, n'est qu'une vulgaire société de sous-traitance qui travaille pour Movilnet, la compagnie de téléphones cellulaires de l'État vénézuélien.

Audrina lui-même l'a confirmé dans une interview : " Vetelca est totalement capable de répondre à la demande de produits pour Movilnet. " C'est cette société (Movilnet) qui décide du nombre de téléphones qui doivent être assemblés, de leur date de livraison et de la chaîne de commercialisation, trois éléments à propos desquels les travailleurs de Vetelca, ou selon le ministre, les " salariés volontaires ", n'ont rien à dire.

Si le Président de la République décide de lancer une nouvelle promotion du " Vergatario " pour célébrer, par exemple, la naissance de Simón Bolívar, ce qui entraînerait une hausse de la production, les travailleurs devront de nouveau s'épuiser au boulot, comme lors de la journée de surmenage décrite par Levy Revilla. Cet élément coïncide parfaitement avec la flexibilisation des horaires de travail, typique de l'étape actuelle du capitalisme.

D'un autre côté, les affirmations de Audrines renforcent également notre hypothèse selon laquelle le processus bolivarien relève plus de la mondialisation néolibérale que du socialisme. Ce haut fonctionnaire estime qu'une période de formation conduisant à produire 10 000 portables ne suffit pas et que les salariés doivent encore rester à l'essai. D'autre part, le motif des licenciements qu'il invoque (organiser un syndicat pour tenter d'assurer la sécurité d'emploi) est ce qui motive tous les travailleurs, dans le monde entier. Enfin, sa déclaration selon laquelle

Vetelca n'autorisera pas la constitution de syndicats " parce qu'ils sont contraires au socialisme ", se passe de tout commentaire.

Le président Chavez, Jesse Chacon, Carlos Audrines et les Tortues Ninja peuvent répéter des centaines de fois que le Vergatario est un téléphone "socialiste " fabriqué dans une entreprise " socialiste " composée de " volontaires socialistes ". Même s'ils répètent ce mensonge mille fois, les faits révèlent une autre réalité : Vetelca est la première " maquiladora "

installée dans le pays, inspirée par le modèle chinois d'exploitation brutale, le même qui produit les chaussures Nike, les ballons Adidas et les chemises CAP pour le capitalisme sauvage aujourd'hui. Rafael Uzcategui - Traduit par Ni patrie ni frontières

1. " Vergatario " est un terme populaire vénézuélien, l'équivalent de un " truc super ", " un méga truc ", " de la balle ", etc. La racine de ce mot étant " verga ", verge, cette appellation a fait bien rire la planète antichaviste, et sans doute aussi les militants chavistes qui n'ont pas perdu tout sens de l'humour. Rappelons qu'au Venezuela, un truc, un machin, se dit (en langage populaire) " una vaina " (un vagin) et est aussi une exclamation très répandue " Ay, que vaina ! " (" Quelle contrariété ! " ou " Quelle merde ! "). Les " déconstructeurs antisexistes " (excuse my French) du langage ont donc du pain sur la planche dans la patrie du Colonel. Mais gageons là aussi qu'ils fermeront leur gueule puisque leur pape (alias Chomsky) adule le B.B. (le Bouffon bolivarien). (NPNF).

2. Conseils communaux : " Les récents conseils communaux doivent, en principe, représenter les communautés dont ils sont les élus. Mais,

dans la réalité, il y a ceux qui sont chavistes et où il n'y a pas de place pour des critiques et ceux qui sont antichavistes où les chavistes ne sont pas acceptés. La forme de ces conseils est déterminée par l'Etat. " (cf. l'interview de militants d'El Libertario par Charles Reeve parue notamment dans le numéro 25-26 de NPNF. Pour plus de détails on lira (en espagnol) l'étude de Maria Pilar Garcia qui paraîtra prochainement en français dans Ni patrie ni frontières " El poder popular y la democracia participativa en Venezuela : los consejos comunales " sur le site <http://www.nodo50.org/ellibertario/textos.html>)

3. Missions : " programmes de grande envergure ciblés sur l'amélioration de divers aspects de la vie sociale des couches les plus défavorisées, en particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et l'alimentation.

Ces misiones sont organisées et directement financées par l'entreprise pétrolière d'Etat, PDVSA. Elles fonctionnent hors du contrôle des services des ministères correspondants et ne sont soumises, même formellement, à aucun contrôle parlementaire " (Idem.).

4. Cette polyvalence portent les doux noms d' " horizontale " (si " le salarié occupe différents postes de travail relevant du même niveau de classification "), de " verticale " (si " le salarié exerce des fonctions relevant d'une qualification professionnelle supérieure à sa qualification initiale ") ou de " structurelle " (quand " elle est liée à l'activité et à la structure de l'entreprise " selon les cas (NPNF).

Commentaire de Ni patrie ni frontières

Rappelons à nos lecteurs que les premières " maquiladoras " ont été créées en 1965 au Mexique. Elles permettent à certaines entreprises étrangères (surtout américaines) qui sont installées dans ces zones spéciales

d'importer, sans payer de droits de douane, " des matières premières, de l'équipement, des machines, des pièces de rechange, et autres éléments nécessaires pour l'assemblage ou la fabrication de produits finis qui seront ensuite exportés ", comme le précise le NAFTA, l'Accord nord-américain sur le libre échange.

Dans une brochure intitulée " Dix avantages du système commercial de l'OMC " et un sous chapitre intitulé " Le commerce stimule la croissance économique, ce qui peut être bon pour l'emploi " (sic), les technocrates internationaux n'hésitent pas à affirmer que ces " industries de transformation en douane " payent 3,5 fois le salaire minimum mexicain. On peut douter de cette dernière affirmation car Pourdanay Nayereh

(" Les " maquiladoras " et le développement industriel mexicain " Tiers-Monde, tome29, n°113, 1988, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1988_num_29_113_3627) affirme que les salaires sont " légèrement supérieurs au minimum national " mais surtout de 7 à 14 fois inférieurs aux salaires moyens américains et " plus bas que les salaires payés en Asie du Sud-Est ". Comme le précise Pourdanay Nayereh, le " niveau de syndicalisation " est " très faible " et le " flux continu d'immigrés provenant d'autres régions du Mexique ou d'autres pays latino-américains constitue une véritable armée de réserve " qui pèse sur le niveau des salaires. De plus chaque fois qu'éclatent des conflits sociaux, les patrons ferment tout simplement les usines.

En admettant même que les affirmations de l'OMC soient exactes, le même article évoque, pour les maquiladoras " de deuxième type ", c'est-à-dire celles mobilisant des travailleurs et techniciens plus qualifiés que les maquiladoras d'assemblage, un salaire moyen horaire de 0,8 dollar de

l'heure, contre 0,44 dollar dans la région et 24 dollars aux Etats-Unis. Le " 3,5 fois plus " de l'OMC donnerait donc un rapport de 1,32 à 24 entre les salaires mexicains et nord-américains, ce qui n'est pas vraiment le... Pérou.

Le grand avantage des maquiladoras c'est qu'elles échappent surtout au

droit du travail dans les pays où elles s'implantent (elles concernaient 1,2 million de travailleurs au Mexique, représentaient plus de 46% des exportations nationales de ce pays, et connaissaient jusqu'en 2001 un

taux de croissance de 22,1 % par an contre 3,5 % pour l'économie mexicaine).

Même si certaines d'entre elles sont plus sophistiquées que de simples usines d'assemblage, elles se caractérisent toujours par une flexibilité totale du personnel et des horaires, par des salaires plus bas pour les techniciens qualifiés que dans les métropoles impérialistes, et par un climat antisyndical féroce.



Depuis des années, ces structures sont le symbole de l'exploitation impérialiste pour les altermondialistes (cf. par exemple, " Le Grain de sable " d'ATTAC à propos du Mexique <http://www.france.attac.org/spip.php?article3586>), les trotskystes, les Partis staliniens ou néostaliniens, etc. Nous ne doutons donc pas que cette information sera reprise avec enthousiasme par tous les médias dits alternatifs...

[Pour lire en français sur Venezuela et les anarchistes vénézuéliens --><http://www.nodo50.org/ellibertario/otherlanguages.html>]

Tribune libre Sans Papiers

Le mouvement en cours actuellement bouscule les habitudes et certitudes de nombreux camarades se revendiquant du mouvement libertaire et du syndicalisme révolutionnaire. De quelle nature est donc fait le mouvement des sans-papiers ?

En quoi les revendications de cartes temporaires seraient elles antinomiques d'une bataille pour les libertés de circulation et d'installation ? Enfin les mouvements de grève d'aujourd'hui dans de multiples secteurs (restauration, construction, etc....) ne constituent-ils pas les prémisses d'une " organisation ouvrière " participant d'un rassemblement de l'ensemble des travailleurs, français et étrangers ?

N'y a t'il pas lieu de quitter nos enfermements boutiquiers et de jouer le jeu d'une unité syndicale difficile au profit de l'Unité Ouvrière ?

Un mouvement de classe

La lutte des sans-papiers a muté d'une lutte antérieure autour de lieux symboliques (St Bernard, St Denis, etc...) destinée à rendre visibles les hommes et femmes, les revendications qu'ils portent pour investir le champs de la production.

L'année dernière, l'action s'articulait surtout entreprise par entreprise alors que, cette année, le mouvement ne porte pas uniquement contre les patrons voyous mais remet en cause les mécanismes même d'un système qui se nourrit du travail des SP.

S'y retrouvent donc, aux delà des collectifs de travailleurs organisés dans certaines entreprises, également des individuels qui se regroupent par champs professionnels.

En ce sens, on peut affirmer qu'il s'agit d'un mouvement de classe et de masse.

Une action réformiste ?

Ici où là, une double critique est formulée au mouvement actuel. Il cautionnerait la pratique de " cas par cas " par les Préfectures et impliquerait un renoncement global sur la liberté " de circulation et d'installation au profit d'une autorisation de séjour temporaire et précaire. Certain vont même jusqu'à qualifier d'auxiliaire des préfectures les militants syndicaux et associatifs investis dans cette lutte. Nous pensons que ces critiques sont dépassées au regard de la situation actuelle :

l'action collective des travailleurs SP, de leurs organisations syndicales et de leurs associations vise à imposer la régularisation de tous les travailleurs sans papiers par un rapport de force favorable sur la durée même du titre, rappelons que cela ne dépend que des préfectures et du rapport de force que le mouvement saura imposer. Chacun comprendra qu'un titre

d'un an vaut toujours mieux que le centre de rétention.

Un étape importante pour le mouvement syndical et social :

La grève actuelle marque un retour des syndicats comme acteurs de la lutte des sans-papiers. Elle traduit aussi la volonté de ces derniers d'utiliser l'arme traditionnelle des travailleurs, le syndicat, pour mener leur lutte.

Évidemment, cette rencontre se réalise d'abord sur la revendication immédiate de ces travailleurs, la question des papiers. Mais c'est l'occasion d'appréhender l'ensemble des conditions de travail, de rendre concrète l'action syndicale et peut-être de faire émerger de nouvelles équipes militantes. Encore faut-il que le syndicat joue son rôle formateur, et se révèle un véritable outil de lutte et d'émancipation.

Par sa forme même, des piquets de grève cogérés par les travailleurs sans-papiers et des militants syndicaux et associatifs, le mouvement concrétise le slogan " Français, immigrants, même patron même combat ".

De même, l'enjeu est tel, qu'au-delà des réflexes de chapelle, les travailleurs en lutte réalisent l'unité à la base.

Clotilde, militante de Solidaires Olivier, militant de la CGT Etienne, militant syndicaliste révolutionnaire /

SYNDICAT GENERAL INTERCORPORATIF DE SEINE-MARITIME

section syndicale CNT Interior's

Le plan de licenciements au sein de l'entreprise a porté un rude coup à la CNT, notamment au niveau de ses représentants.

Au Comité d'Entreprise, sur les 4 élus CNT aux élections professionnelles de mars 2006, il ne reste aucun élu CNT.

Noël Michon, ancien Délégué Syndical CNT d'Interior's, élu au CE, a agonisé toute la nuit dans l'entreprise avant de mourir à l'hôpital le lendemain du 27 mai 2007.

Jean-Pierre Leminoux est parti à la retraite; Mikaël Crochemore et Bruno Boisivon ont été licenciés en décembre 2009.

Au niveau Délégués du personnel, sur 6 élus, il ne reste que deux élus CNT.

Nous n'effectuerons aucun commentaire.

Au niveau Comité d'Entreprise, la Direction a maintenant carte blanche sur les trois mois à venir. La Direction profite déjà des événements pour:

" n'accorder aucune augmentation de salaire, aucun ticket restaurant supplémentaire...

" annualiser le temps de travail des salariés du pôle logistique;
" fermer un magasin

Paradoxalement, l'attitude récente de la direction et des candidats dits libres a eu un effet de redynamisation de la section syndicale CNT.

Un nouveau Délégué Syndical a été nommé par le Syndicat et plusieurs salariés des bureaux, des ateliers et de quelques magasins se sont nouvellement syndiqués ou syndiqués à nouveau.

La section syndicale CNT tient à remercier ses anciens Délégués qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour le bien commun de tous et toutes durant des années.

La CNT sera donc bien présente aux élections professionnelles de 2010, qu'on se le dise !

Par ailleurs, nous appelons tous les salariés des magasins et notamment toutes les vendeuses à se syndiquer à la CNT et à contacter les Unions Locales des syndicats CNT de leur région.

Syndicat CNT

BP 411

76057 Le Havre Cedex cntlehavre@cnt-f.org

Sacrés curés , modèles de Sarkozy (Discours de Latran) et de certains maires cléricaux ...

La presse a relaté le cas des centaines d'enfants qui avaient été abusés sexuellement par des dizaines de prêtres en Irlande. Elle a relaté antérieurement les problèmes financiers occasionnés à l'église catholique aux Etats-Unis (Baltimore...) par la dénonciation des prêtres pédophiles, église qui a essayé de "dédommager" les enfants devenus adultes qui ont dénoncé les abus dont ils avaient été victimes. Nous pourrions égrener, non nos chapelets, mais tous les cas recensés dans la presse de par le monde de cette attitude récurrente de prêtres pédophiles depuis deux siècles. Dernièrement, c'est le père Marcial Maciel, fondateur de la légion du Christ, mort en 2008, qui vient de se faire épingleur, l'hypocrite et le salopard qu'il était. Ce légionnaire du Christ n'était ni plus ni moins qu'un manipulateur, comme beaucoup de curés, un escroc doublé d'un pervers qui a abusé sexuellement de nombreux novices.

L'église d'aujourd'hui reconnaît ses frasques hétérosexuelles pour mieux cacher les abus pédérastiques du fondateur de cette légion du Christ, puissant outil d'évangélisation. S'est-il vanté auprès du pape Jean-Paul II d'avoir eu trois fils et une fille lors de leur rencontre au Vatican fin novembre 2004 ? S'est-il encore vanté d'avoir extorqué des fortunes auprès de veuves ou d'avoir abusé de garçons soumis à la discipline du légionnaire ? Dieu seul le sait ! Et comme nous n'avons ni dieu ni maître, nous savons que tous les curés pédophiles n'iront jamais en enfer car l'enfer est ici bas pour toutes les victimes de ces ordures.

Ce n'est pas par anticléricalisme primaire que nous intervenons aujourd'hui mais parce qu'au plus haut sommet de l'Etat (Sarkozy) ou de certaines municipalités, on s'attaque à l'école publique et ses instituteurs au profit d'une école confessionnelle qui trie ses élèves sur dossier et qui profite de la

crise actuelle pour jouer sa partition : le privé, c'est mieux. Et d'années en années, on sape l'école publique que l'on soit de droite (Debré...) ou de gauche (Lang...). On fait la part belle aux curés et on enfonce " le laïcard sectaire " terme employé péjorativement très récemment par l'ancien maire de Plöermel dans le Morbihan.

Nous tenons à revenir sur cette récurrence de la pédophilie chez de nombreux prêtres. Déjà sous l'Ancien Régime, on trouve des documents relatant des faits divers de ces pervers. En 1899, c'est l'Affaire Flamidien, à Lille, qui dure des années...et qui a des répercussions partout en France.

Au Havre, l'affiche suivante est placardée sur les murs de notre ville :

AUX MERES

Un assassinat horrible a eu lieu à Lille. Toutes, vous avez ressenti, nous en sommes sûres, une grande douleur en lisant les détails de l'acte immonde commis par le frère Flamidien. Cet homme, revêtu d'une soutane qui, croient les naïfs,

est un brevet de moralité a souillé, massacré un pauvre petit être, plein de santé, que ses parents adoraient. Mères,

Nous vous adjurons de ne pas confier vos enfants aux collègues de l'ignorantin Flamidien. Réfléchissez quelques secondes seulement et vous comprendrez que tous les hommes, couverts ou non d'une soutane, sentent les mêmes passions éclore en leur être. Renfermé dans son dortoir, sans moyen de pouvoir épancher cet amour naturel qui germe dans le coeur de tout être généreux et sain, le cerveau de l'ignorantin couve les passions les plus honteuses qu'il assouvit la plupart du temps sur les petites créatures qui lui sont confiées. Voilà ce que le célibat des prêtres produit sur des hommes se réclamant de ce Jésus qui, nous affirment-ils eux-mêmes, a dit

: "Crissez et multipliez". L'avertissement est dur, mères de famille, vous n'auriez plus le droit de vous plaindre demain, si un tel malheur s'abattait sur vous. Confiez vos enfants à l'instituteur laïque, à celui qui n'abdique pas ses droits d'homme et qui trouve au foyer l'amour légitime.

Mères de famille, nous faisons entendre le cri d'alarme. Ecoutez-le.

Un groupe de mères

Un journaliste du journal " Le Progrès " félicite les femmes : " Bravo aux vaillantes citoyennes du Havre qui ont pris cette courageuse initiative. " Les militants anarchistes et socialistes du Havre (Allemanistes du PSOR) s'en prennent alors aux frocards assassins et violeurs d'enfants. Le milieu ouvrier militait à l'époque pour que les enfants reçoivent une éducation rationnelle fondée sur l'expérimentation et la vérification scientifique des faits et pensait que les instituteurs laïques donnaient une instruction supérieure à celle des frères. Les cléricaux havrais chargèrent la police de lacérer les affiches apposées sur les murs de la ville et d'arrêter les colleurs d'affiches.

Ce qui fit dire aux militants arrêtés : " Nous demandons à Monsieur le Commissaire central si c'est à la Croix des mouchards et des assassins qu'il reçoit ses instructions... " En entendant, le petit Foveaux fut bel et bien assassiné et violé par un curé !

Alors, Monsieur Sarkozy, quand vous prendrez exemple sur le curé pour la transmission des valeurs morales, réfléchissez à deux fois quant à la teneur de vos propos.

La seule chose qui vous intéresse c'est que le peuple ne demande rien ici bas pour que vous et les vôtres puissiez vivre dans le luxe qui sera réservé pour les pauvres au paradis, après la mort, c'est-à-dire jamais.

Goulagu

Les féministes de l'année zéro !

" Tu es une M.L.F. !...". Combien de fois ai-je entendu cette sentence lapidaire lorsque j'enfourchais mon cheval de bataille pour défendre la cause des femmes et vilipender les injustices qui les frappaient. Dans la bouche de ceux qui me crachaient ces mots au visage, c'était l'injure suprême ! Ils avaient tout dit dans ces trois lettres ! Surtout leur mépris pour ce mouvement qui, à leurs yeux, n'était qu'un ramassis d'hommasses, de gouines, de frustrées, de fêlées, d'hystériques, de mal-baisées et d'autres qualificatifs aussi gracieux.

Qu'importe les invectives pourvu qu'on ait l'ivresse que donnent de légitimes revendications, car c'est un droit pour les défavorisés, quels qu'ils soient, d'exiger ce qu'affichent avec tant d'ostentation nos édifices publics : l'égalité !

L'aventure commença il y a quarante ans ! Quarante déjà, quarante ans seulement diraient les filles d'aujourd'hui qui ne peuvent s'imaginer qu'il a fallu attendre la fin des années 60 et le début des années 70 pour que les choses bougent, que des tabous tombent et que les femmes obtiennent l'inimaginable au regard du code civil napoléonien !

Avant cette période, à l'inverse des hommes qui s'étaient tout octroyé depuis des temps immémoriaux, les 52 % que représentait la population féminine, subissaient des discriminations criantes dans le travail, les droits civils, le droit de disposer de leur corps et lorsqu'il existait une loi d'égalité, elle était mise sous le boisseau tant les préjugés et les usages machistes sont difficiles à déraciner. Pour les françaises mariées, la situation était pire encore car elles demeuraient d'éternelles mineures sous la tutelle de leur mari auquel, par exemple, jusqu'en juillet 1965, elles devaient demander le consentement pour choisir une profession ou pour ouvrir un compte en banque et utiliser leurs biens propres !

A travers les âges et pour ne parler que de la France, des femmes obscures ou célèbres se révoltèrent contre les iniquités dont elles étaient victimes. L'Histoire, écrite au masculin, les ignore durant des siècles.

Entre 1967 et 1970, des groupes de réflexion virent le jour et, dans la foulée de mai 68, à l'initiative de trois femmes : Monique Wittig, Antoinette Fouque et Josiane Chanel, de multiples assemblées non mixtes délibèrent. De ces rencontres allait naître le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) s'inspirant lui-même du " Women's Lib" américain récemment créé.

La première réunion publique eut lieu à l'Université de Vincennes au printemps 1970, mais c'est la sortie médiatique du 26 août de la même année qui marqua réellement le début du mouvement. Ce jour là, une poignée de femmes décidées déposa place de l'Etoile à Paris, une gerbe sur la tombe du soldat inconnu avec, inscrite sur une banderole cette phrase percutante " Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, Sa femme " Sur un deuxième écriteau, on pouvait lire: " Un homme sur deux est une femme ".

Cette manifestation fit grand bruit et scandalisa les braves gens et les anciens poilus de tout poil. Il s'ensuivit que ces trublions furent embarquées manu militari dans des paniers à salade mis aimablement à leur disposition afin de les conduire à la maison poulaga du coin (le commissariat pour les non initiés) ! D'autres coups d'éclat spectaculaires jalonnèrent les mois suivants. Le MLF faisait parler de lui ; il ralliait des féministes qui s'ignoraient ; ils suscitait des hostilités, il existait !

A l'automne 1970 parut chez l'éditeur Maspéro un numéro spécial de la revue Partisans, intitulé " Libération des femmes, année zéro ". Les débats se succédaient et des publications féministes apparurent entre 1971 et 1982 : Le Torchon brûle, Le Quotidien des femmes, Des femmes en mouvement, l'Hebdo des femmes en mouvement, Questions féministes, qui auront des existences éphémères mais contribueront à enrichir le mouvement et à obtenir de réelles avancées telles que : la suppression de la notion de " chef de famille " au profit de l'" autorité parentale conjointe " (juin 1970) ; la reconnaissance de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes (décembre 1972) ; la promulgation de la loi

Veil sur l'Interruption Volontaire de Grossesse - IVG - (janvier 1975) ; le viol est jugé comme un crime et non plus comme un simple délit (1980) ; les époux deviennent véritablement égaux au regard de la loi (décembre 1985) ; la Cour de Cassation reconnaît le viol entre époux (Septembre 1990) ; etc ...

Bientôt le 8 mars, décrété " Journée internationale des droits des femmes " va être commémoré. Cette journée doit rappeler que le féminisme n'est ni trépassé ni dépassé, que dans de nombreux pays tout est à conquérir et que chez nous, en dépit de lois qui devancent les esprits conservateurs et rétrogrades, des combats restent à mener pour l'égalité totale entre hommes et femmes qui doit se traduire dans les faits et pas seulement sur le papier, ainsi que le stipulent les Constitutions de 1946 et de 1958 et la Convention des Nations Unies CEDAW (Convention pour l'élimination de toutes les discriminations contre les femmes) ratifiée par l'Etat français en 1983.

Le féminisme n'est pas mort, certes ! Beaucoup de femmes, soit au sein d'associations comme " Les chiennes de garde ", " Ni putes, ni soumises ", soit individuellement, continuent de se battre pour elles et pour toutes les autres, les " non syndiquées " du féminisme, qui se taisent par habitude, ignorance, pusillanimité ou apathie.

Je n'en veux guère aux machos, car le machisme est une maladie incurable qui disparaîtra avec la bête ! Mais j'en veux aux ingrates, qui étalent leur dédain pour ce dont elles tirent avantage et comme on dit familièrement, je leur reproche de cracher dans la soupe !

En revanche, je ne remercierai jamais assez mes ancêtres, mes aînées, mes contemporaines irréductibles, car je sais combien leur a coûté et leur coûtent toujours de ricanements imbéciles, de vexations odieuses, d'insultes ignobles, de méchancetés gratuites, leurs luttes courageuses et désintéressées, afin que leurs descendantes ne subissent plus ce qu'elles ont enduré et deviennent réellement des citoyennes à part entière dans tous les domaines !

CI@udette Cheber (08/02/2010)

Adresses...

Boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex

http://www.lelibertaire.org courriel:lelibertaire@wanadoo.fr

Directeur de publication : Jean-Pierre Jacquinot

A vos plumes !

Le Libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lectrices et des lecteurs.

Envoyez vos articles au groupe Jules-Durand, boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex.

Sur papier, tapez vos textes à la machine, en double interligne et au recto seulement.

Disquettes et e-mails sont les bienvenus !